



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### Nettoyage des locaux du Groupe CCI Pau Béarn

---

Date et heure limites de réception des offres :

vendredi 12 février 2021 à 16:00

### **VISITE DE SITE OBLIGATOIRE**

**CCI Pau Béarn**  
21 Rue Louis Barthou  
BP 128  
64001 PAU CEDEX  
Tél : 05 59 82 51 19

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	3
1.6 - Renouvellement.....	3
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes .....	4
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
3 - Conditions relatives au contrat.....	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	4
4 - Contenu du dossier de consultation .....	4
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
5.1 - Documents à produire .....	5
5.2 - Visites sur site .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	7
6.1 - Transmission électronique.....	7
6.2 - Transmission sous support papier .....	8
7 - Examen des candidatures et des offres .....	8
7.1 - Sélection des candidatures .....	8
7.2 - Attribution des marchés .....	8
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	9
8 - Renseignements complémentaires .....	9
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	9
8.2 - Procédures de recours .....	10

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :  
Nettoyage des locaux du Groupe CCI Pau Béarn

Le marché contient une clause de réexamen de l'article R2194-1 de la Commande publique :  
*Si, du fait de la situation sanitaire liée au COVID-19, le Groupe CCI Pau Béarn est amené à fermer tout ou partie de ses sites, il pourra être convenu avec le prestataire de réduire, suspendre ou annuler tout ou partie des prestations. Un accord sera conclu sous forme d'avenant en application de la présente clause de réexamen.*

Les candidats sont informés qu'actuellement, le ménage est effectué de manière complète sur les sites de l'Hôtel Consulaire et du CNPC, mais de manière allégée sur l'ESC, les locaux étant très peu occupés dans le contexte sanitaire actuel. Les candidats sont invités à présenter une offre de ménage complète pour tous les sites ; les éventuelles adaptations nécessaires en fonction de la situation sanitaire seront mise en place en cours d'exécution du marché, en application de la clause de réexamen.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Hôtel Consulaire
2	ESC Pau BS
3	CNPC

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code	Code	Code
90910000-9	Services de nettoyage			

## 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

### **2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **4 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 Données Générales
- Les formulaires DC1 et DC2
- Les éléments relatifs à la reprise du personnel

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements de candidature qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) à compléter, dater et signer	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Un certificat de visite des locaux	Non
<p>Un mémoire technique détaillant les éléments suivants mise en œuvre :</p> <p><u>Les moyens humains mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Description de l'encadrement affecté au site : qualifications, missions, mode d'organisation quotidienne vis à vis du client, nombre d'heures prévisionnel,</li> <li>- Nombre d'agents et d'heures prévisionnels exerçant la prestation par zones et par types de prestations (qualifications, spécialisations éventuelles),</li> <li>- Suivi de la prestation par zones, modalités de la gestion des absences.</li> </ul> <p><u>Les moyens matériels mis à disposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Description et dimensionnement des matériels utilisés,</li> <li>- Description des produits utilisés, consommables sanitaires,</li> <li>- Modalités de maintenance et délai de remplacement des matériels défectueux pour assurer la continuité de la prestation (y compris les appareils sanitaires).</li> </ul> <p><u>La méthodologie proposée :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocoles de nettoyage,</li> <li>- Formation du personnel,</li> <li>- Organisation interne de contrôle et démarche qualité mise en œuvre,</li> <li>- Description de la communication entre le prestataire et la CCI,</li> <li>- Réactivité du prestataire en cas de prestations supplémentaires dues, par exemple, à des intempéries et autres cas d'urgence (modalités, délais, moyens)</li> </ul> <p><u>Les engagements en matière de protection de l'environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des aspects de protection de l'environnement (charte, certification, actions générales de l'entreprise...),</li> <li>- Moyens mis en œuvre pour le respect du tri-sélectif sur le site,</li> <li>- Autres mesures éventuelles proposées prenant en compte le respect de l'environnement et le développement durable.</li> </ul> <p><u>Les engagements en matière d'insertion sociale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Démarche d'insertion professionnelle des publics en difficulté,</li> <li>- Volume d'heures annuel d'insertion sur lequel le candidat s'engage pour le marché,</li> <li>- Modalités de mise en œuvre sur le site,</li> <li>- Accompagnement socio-professionnel.</li> </ul>	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **5.2 - Visites sur site**

Les conditions de visites sont les suivantes :

Visite obligatoire avant remise de l'offre. Rendez-vous pris auprès du service marchés 05 59 82 14 24 ou [marches@pau.cci.fr](mailto:marches@pau.cci.fr)

Les visites auront lieu le **lundi 25 janvier ou le mercredi 3 février** :

9h00 : visite du CNPC

11h : visite de l'Hôtel Consulaire

14h : visite de l'ESC

Une attestation sera remise à l'issue de chaque visite.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CCI Pau Béarn

21 Rue Louis Barthou

BP 128

64001 PAU CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation d'un certificat de signature électronique est vivement recommandé mais pas obligatoire dans le cadre de la présente consultation. A défaut, une signature scannée des documents suffit.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **7 - Examen des candidatures et des offres**

### **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45.0 %
2-Moyens humains mis à disposition	25.0 %
2.1-Description de l'encadrement affecté au site : qualifications, missions, mode d'organisation quotidienne vis à vis du client, nombre d'heures prévisionnel	5.0 %
2.2-Nombre d'agents et d'heures prévisionnels exerçant la prestation par zones et par types de prestations (qualifications, spécialisations éventuelles)	15.0 %
2.3-Suivi de la prestation par zones, modalités de la gestion des absences	5.0 %
3-Moyens matériels mis à disposition	10.0 %
3.1-Description et dimensionnement des matériels utilisés	4.0 %
3.2-Description des produits utilisés, consommables sanitaires	3.0 %
3.3-Modalités de maintenance et délai de remplacement des matériels défectueux pour assurer la continuité de la prestation (y compris les appareils sanitaires)	3.0 %



4-Méthodologie mise en oeuvre	10.0 %
4.1-Protocoles de nettoyage	2.0 %
4.2-Formation du personnel	2.0 %
4.3-Organisation interne de contrôle et démarche qualité mise en oeuvre	2.0 %
4.4-Description de la communication entre le prestataire et la CCI	2.0 %
4.5-Réactivité du prestataire en cas de prestations supplémentaires dues, par exemple, à des intempéries et autres cas d'urgence (modalités, délais, moyens)	2.0 %
5-Protection de l'environnement	5.0 %
5.1-Respect des aspects de protection de l'environnement (charte, certification, actions générales de l'entreprise)	2.0 %
5.2-Moyens mis en oeuvre pour le respect du tri-sélectif sur le site	2.0 %
5.3-Autres mesures éventuelles proposées prenant en compte le respect de l'environnement et le développement durable	1.0 %
6-Insertion sociale	5.0 %
6.1-Démarche d'insertion professionnelle des publics en difficulté	1.0 %
6.2-Volume d'heures annuel d'insertion sur lequel le candidat s'engage pour le marché	2.0 %
6.3-Modalités de mise en oeuvre sur le site	1.0 %
6.4-Accompagnement socio-professionnel	1.0 %

Le critère Prix des prestations est décomposé comme suit :

- Prix global et forfaitaire annuel, 40%
- Prix du BPU pour les prestations exceptionnelles à la demande, 5%

Pour ce dernier sous-critère, il est tenu compte des prix unitaires exprimés dans l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement. Chaque item est noté sur 10 et les notes obtenues pondérées de la manière suivante :

- Zones extérieures : coefficient 1,5
- Zones intérieures : coefficient 4
- Vitrerie : coefficient 2,5
- Engins d'élévation : coefficient 0,5
- Taux horaires prestations exceptionnelles : coefficient 1,5

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, celui-ci sera invité à confirmer l'offre rectifiée.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Pau

50 cours Lyautey

64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.